

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA FEMME 2007 : REMETTONS L'ÉGALITÉ SUR LES RAILS

À l'occasion de la Journée internationale de la femme

(JIF) 2007, la Coalition spéciale pour l'égalité des femmes et les droits de la personne vous invite à vous joindre aux femmes du Québec et de partout au Canada pour protester contre les politiques anti-égalitaires du gouvernement fédéral conservateur. Voici pourquoi!

Durant les derniers mois, les femmes ont défendu leur droit à l'égalité. Partout au pays, de Yellowknife à Corner Brook, de Vancouver à Moncton, d'Halifax à Québec, elles ont organisé des ralliements, rédigé des lettres, expédié des cartes postales et participé à des réunions et à des manifestations. Elles ont même brûlé leur soutien-gorge et organisé de fausses funérailles pour revendiquer l'égalité. Les femmes ont écrit aux journaux et participé à des émissions-débats; elles ont téléphoné et écrit à leurs députés fédéraux et provinciaux; elles ont exercé des pressions et mis sur pied des sites Web et des tribunes téléphoniques pour faire passer leur message.

À l'échelle canadienne, la Coalition spéciale pour l'égalité des femmes et les droits de la personne a travaillé sans relâche pour faire connaître aux ministres et aux partis de l'opposition fédéraux leurs préoccupations concernant l'égalité des femmes. La Coalition a organisé un ralliement sur la colline du Parlement, le 10 décembre, et collaboré avec des médias nationaux et des groupes locaux partout au pays.

Pourquoi les femmes se démènent-elles ainsi?

Parce qu'elles réagissent à une série de mauvaises décisions du gouvernement Harper. Si elles sont maintenues, ces décisions feront reculer de vingt ans l'égalité des femmes. D'abord, le gouvernement Harper a annulé les ententes fédérales-provinciales sur la garde d'enfants, à un moment où 70 % des femmes ayant des enfants âgés de moins de cinq ans sont sur le marché du travail. Puis, le gouvernement a supprimé le financement du Programme de contestation judiciaire, qui était la principale source d'appui aux personnes devant défendre leur droit à l'égalité en vertu de la Charte. Enfin, le gouvernement a annoncé son intention de ne pas donner suite à la recommandation du Groupe de travail sur l'équité salariale concernant l'adoption d'une loi proactive en matière d'équité salariale. Le gouvernement a choisi de simplement renseigner les gens au sujet de l'équité salariale et a chargé des inspecteurs du travail de faire des enquêtes dans les milieux de travail pour s'assurer que les pratiques en matière d'équité salariale sont respectées. Cette mesure avait déjà été mise à l'épreuve il y a trente ans, et elle avait échoué.

Le gouvernement a réduit le financement de Condition féminine Canada, le ministère fédéral responsable de l'avancement de l'égalité des femmes. Les compressions de 5 millions de dollars représentent 40 % du budget de CFC. Douze des 16 bureaux régionaux de Condition féminine ont été fermés, et 61 des 131 emplois ont été supprimés. Le gouvernement a aussi aboli le Fonds de recherches stratégiques indépendantes de Condition féminine. Pendant des années, ce Fonds s'est avéré une ressource utile au gouvernement et aux groupes de femmes. La promotion de l'égalité a été retirée du mandat de Condition féminine Canada. Le gouvernement a également changé les règles, et les groupes de femmes qui effectuent de la recherche ou militent pour l'égalité des femmes ne pourront plus obtenir un appui financier du gouvernement fédéral.

Il ne faut pas se demander pourquoi les femmes sont en colère.

On commence à les comprendre. De récents sondages indiquent que les conservateurs fédéraux perdent rapidement l'appui de l'électorat féminin. Les partis de l'opposition fédéraux ont tous déclaré qu'ils appuyaient l'égalité des femmes et s'opposaient à toutes les mesures anti-égalitaires mises en place par le gouvernement Harper. En fait, ils se sont ralliés pour appuyer un projet de loi progressiste, reconnaissant la prestation de services de garde comme étant une préoccupation nationale. Le Comité permanent de la condition féminine a organisé des réunions pour examiner les répercussions des compressions et des nouvelles politiques de financement sur les groupes de femmes. Son rapport devrait être rendu public au printemps prochain. En outre, les ministres provinciaux et territoriaux responsables de la condition féminine se réunissent en l'absence de la ministre fédérale, parce qu'ils s'inquiètent vivement des répercussions de ces changements sur l'égalité des femmes dans leur région.

Nous devons poursuivre sur notre lancée.

À l'occasion de la Journée internationale de la femme, **remettons l'égalité sur les rails**. Partout au pays, les femmes organisent des activités pour souligner le 8 mars, célébrer leurs victoires passées, refaire le plein d'énergie et exiger des changements.

Dans le cadre de vos activités, la Coalition spéciale pour l'égalité des femmes et les droits de la personne vous demande d'ajouter vos voix à celles de milliers de femmes qui mettent tout en œuvre pour que le gouvernement fédéral conservateur revienne sur ses mauvaises décisions.

Nous avons préparé une courte brochure à l'intention de la population sur les sujets précités. Nous avons également produit des autocollants « **Remettons l'égalité sur les rails** ». Veuillez commander ce matériel en nombre suffisant

pour distribution dans vos collectivités. (Communiquez avec le Congrès du travail du Canada à nadani@clc-ctc.ca pour passer une commande.)

Nous comptons annoncer vos activités de la JIF dans notre site Web : www.egalitedesfemmes.ca (Site Web disponible le 9 février.) Veuillez nous faire part de vos projets et consulter les sites Web pour connaître les activités organisées par les femmes de partout au pays. Vous trouverez également sur le site Web une analyse approfondie des enjeux et des renseignements concernant les activités de pression politique.

Ensemble, nous pouvons faire en sorte que les femmes soient entendues.
Remettons l'égalité sur les rails!

Les membres de la Coalition spéciale pour l'égalité des femmes et les droits de la personne inclus:

Action ontarienne contre la violence faites aux femmes;
Alliance canadienne féministe pour l'action internationale;
Alliance des femmes de la francophonie canadienne;
Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance;
Association nationale femmes et droit;
Congrès du travail du Canada;
Conseil Canadien des femmes musulmanes;
Conseil consultatif de Terre-Neuve-et-Labrador sur la condition féminine;
Conseil consultatif sur la condition de la femme au Nouveau-Brunswick;
Conseil oecuménique des chrétiennes du Canada;
Conseil national des femmes du Canada;
Conseil pancanadien du développement économique communautaire des femmes;
Fédération canadienne des étudiantes et étudiants;
Fédération canadienne des femmes diplômées des universités;
Fédération des femmes du Québec;
Institut Canadien de recherches sur les femmes;
MATCH International; Ontario Association of Interval and Transition Houses;
Regroupement provincial des maisons d'hébergement et de transition pour femmes victimes de violence conjugale;
Espace des femmes;
YWCA Canada

SG:\\l:cope225 H:\Women's committee\2007\IWD Campaign\IWD 2007 Fr.wpd